
**TRAVEL
TECHNOLOGY
INTERACTIVE**

COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2016

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En milliers d'Euros	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Chiffres d'affaires	6.9	5 021	4 711
Charges de personnel	6.11	-2 869	-2 964
Charges externes		-1 702	-1 768
Impôts et taxes		-49	-70
Dotations aux amortissements		-200	-359
Dotations aux provisions		262	-19
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		463	-469
Autres produits et charges opérationnels	6.10	-260	-168
RESULTAT OPERATIONNEL		203	-637
Intérêts et charges assimilées	6.12	-72	-77
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET		-72	-77
Autres produits et charges financières		2	64
Charges d'impôts	6.13	-84	99
RESULTAT NET		50	-551
<i>dont :</i>			
- part du Groupe		50	-551
- part des minoritaires			

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

En milliers d'Euros	31/12/2016	31/12/2015
Résultat de l'ensemble consolidé	50	-551
Écarts de change résultant de la conversion des activités à l'étranger	108	-173
Résultat global	157	-724

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2016

En milliers d'Euros	NOTES	31/12/2016	31/12/2015
ACTIFS NON COURANTS			
Ecart d'acquisition	6.1	4 140	4 140
Autres immobilisations incorporelles	6.2	1 723	1 651
Autres immobilisations corporelles	6.2	110	158
Autres actifs financiers non courants	6.3	91	96
Actifs d'impôts différés	6.5	111	136
Total des actifs non courants		6 175	6 181
ACTIFS COURANTS			
Créances clients et comptes rattachés	6.4	1 233	833
Autres créances courantes	6.4	960	808
Valeurs mobilières de placement	6.14.1	583	157
Disponibilités	6.14.1	192	82
Total des actifs courants		2 969	1 880
TOTAL ACTIF		9 144	8 060

En milliers d'Euros	NOTES	31/12/2016	31/12/2015
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	6.6	1 362	4 524
Réserves		3 169	449
Résultat net part du Groupe		50	- 551
Intérêts minoritaires dans le résultat			
Total des capitaux propres		4 581	4 423
PASSIFS NON COURANTS			
Dettes financières à long terme	6.8	589	728
Emprunts obligataires	6.8	2 225	1 100
Total des passifs non courants		2 814	1 828
PASSIFS COURANTS			
Autres dettes courantes	6.14.2	1 179	1 129
Provisions courantes	6.7	138	147
Dettes financières à long term. Part moins d'un an	6.8	432	533
Total des passifs courants		1 749	1 808
TOTAL PASSIF		9 144	8 060

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En milliers d'Euros	Nombre d'actions	Capital	Primes d'émission ou d'apport	Réserves consolidés	Résultat net de l'exercice	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2014	4 865 461	4 525	4 204	-1 470	-2 061	5 198
Résultat net de l'exercice					-551	-551
Ecarts de conversion				-172		-172
Affectation de résultat				-2 061	2 061	
Actions propres				-53		-53
Capitaux propres au 31 décembre 2015	4 865 461	4 525	4 204	-3 755	-551	4 423
Résultat net de l'exercice					50	50
Ecarts de conversion				108		108
Affectation de résultat				-551	551	
Autres opérations sur capital		-3 163		3 163		
Capitaux propres au 31 décembre 2016	4 865 461	1 362	4 204	-1 036	50	4 581

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En milliers d'Euros	Notes	<u>31/12/2016</u>	<u>31/12/2015</u>
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE			
RESULTAT NET CONSOLIDE		50	-551
Dotation aux amortissements	6.1 / 6.2	200	359
Dotation aux provisions		-9	-509
Impôts différés	6.5	25	-2
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT		267	-703
Variation du besoin en fonds de roulement	6.14.2	-501	713
Flux net de trésorerie généré par l'activité		-234	10
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corp.	6.1 / 6.2	-228	-128
Cessions d'immobilisations		8	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-220	-128
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Souscription d'emprunts	6.8	1 125	250
Remboursement d'emprunts	6.8	-240	-285
Variation des capitaux propres		0	-53
Variation des autres dettes non courantes		-1	-10
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		884	-98
Variation nette de la trésorerie		429	-215
Incidence des variations de cours de devises		107	-171
Trésorerie nette en début d'exercice	6.14.1	239	624
Trésorerie nette à la fin de l'exercice	6.14.1	775	239

Notes annexes aux états financiers consolidés

pour l'exercice clos le 31 décembre 2016

NOTE 1. INFORMATIONS GENERALES	8
NOTE 2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.....	9
NOTE 3. REGLES ET METHODES COMPTABLES	10
3.1. REFERENTIEL COMPTABLE	10
NOTE 4. BASES DE PREPARATION, D'ÉVALUATION, JUGEMENT ET UTILISATION D'ESTIMATIONS	13
4.1. BASE D'ÉVALUATION	13
4.2. ESTIMATIONS ET HYPOTHESES	13
4.3. PERIMETRE ET METHODES DE CONSOLIDATION	14
4.4. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES ET ACQUISITIONS D'ACTIFS (IFRS3 ET IAS27).....	15
4.5. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	17
4.6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	17
4.7. ACTIFS FINANCIERS (IAS 39).....	18
4.8. BIENS FINANCES PAR CONTRATS DE LOCATION (IAS 17).....	19
4.9. PASSIFS FINANCIERS (IAS 39).....	20
4.10. INSTRUMENTS DERIVES.....	20
4.11. CREANCES.....	20
4.12. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE :	21
4.13. TITRES TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE AUTO DETENUS.....	21
4.14. PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS.....	21
4.15. AVANTAGES DU PERSONNEL	22
4.16. PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS.....	22
4.17. IMPOTS 23	
4.18. RECONNAISSANCE DES PRODUITS	24
4.19. COUT DES EMPRUNTS OU DES DETTES PORTANT INTERETS.	24
4.20. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE.....	24
4.21. INFORMATION SECTORIELLE (IFRS 8).....	25
4.22. RESULTAT PAR ACTION.....	25
4.23. METHODE DE CONVERSION.....	26
NOTE 5. PERIMETRE DE CONSOLIDATION	27
5.1. LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES.....	27
5.2. VARIATION DE PERIMETRE	27
NOTE 6. NOTES RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT	28
6.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	28
6.1.1. ECARTS D'ACQUISITION	28

6.1.2. AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :	28
6.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES :	29
6.2.1. TEST DE DEPRECIATION DES ACTIFS NON FINANCIERS :	29
6.2.2. HYPOTHESES RETENUES POUR LES TESTS DE DEPRECIATION DES ACTIFS NON FINANCIERS :	29
6.3. AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS :	30
6.4. CREANCES.....	31
6.5. IMPOTS DIFFERES :	31
6.6. CAPITAUX PROPRES :	32
6.6.1. CAPITAL 32	
6.6.2. RESERVES:	32
6.6.3. DIVIDENDES:.....	32
6.7. PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES :	33
6.8. DETTES FINANCIERES :	33
6.9. REVENUS D'ACTIVITE :	34
6.10. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS :	35
6.11. CHARGES DE PERSONNEL :	35
6.12. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER :	36
6.13. IMPOTS SUR LES BENEFICES ET DIFFERES :	36
6.14. NOTE ANNEXE AU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE NETTE CONSOLIDE DU GROUPE TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE :	37
6.14.1.CALCUL DE LA TRESORERIE (EN K€).....	37
6.14.2.FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION	37
6.15. RESULTAT PAR ACTION :	38
6.16. EFFECTIFS :	38
6.17. INFORMATIONS SECTORIELLES :	39
6.18. PARTIES LIEES	41
6.18.1.REMUNERATION DES DIRIGEANTS.....	41
6.18.2.HONORAIRES PERÇUS PAR LES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	42
6.19. ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	42

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

Note 1. Informations générales

Le Groupe TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE est un éditeur dans le cloud, de solutions logicielles à destination du secteur du transport. Le Groupe commercialise des solutions technologiques de gestion d'inventaire et de réservation à destination des compagnies aériennes régionales. Depuis août 2006, le Groupe dispose de la reconnaissance mondiale de l'organisme de régulation IATA pour sa compatibilité avec la norme du «billet électronique IATA». Le Groupe dispose de clients basés aujourd'hui en Europe, aux Amériques, en Afrique, en Asie et dans le Pacifique.

La société est une société anonyme de droit français à Directoire et Conseil de surveillance, dont le siège social est 11, rue du Colisée à Paris. La société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 480 040 880 RCS Paris et est cotée sur ALTERNEXT à PARIS depuis le 18 avril 2011.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2016 reflètent la situation comptable de TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE et de ses filiales. Les états financiers consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2016 ont été arrêtés par le Directoire en date du 30 mars 2017 qui a par ailleurs à cette occasion autorisé leur publication. Ils ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires du 14 juin 2017.

Note 2. Faits caractéristiques de l'exercice

2.1 Emission d'OCABSA

Le Groupe a procédé à l'émission de 1 125 K€ d'obligations convertibles en actions auxquelles étaient attachées autant de bons de souscription d'actions (OCABSA). Ces OCABSA ont été entièrement souscrites par des OPCVM gérés par la société NEXTSTAGE en juin 2016.

Le groupe rappelle que la société de gestion NEXTSTAGE avait déjà apporté 1 150 k€ par ce biais au cours des exercices précédents.

2.2 Réduction de capital

Lors de l'assemblée générale du 12 mai 2016, il a été procédé à une réduction de capital d'un montant de 3 162 550 euros qui a ramené le capital de 4 524 879 € à 1 362 329 € par voie de réduction de soixante-cinq centimes de la valeur nominale des actions qui a été abaissée de quatre-vingt-treize centimes d'euros à vingt-huit centimes d'euros.

2.3 Création de la filiale Travel Technology Interactive Americas Corp

Le groupe TTI a créé la société Travel Technology Interactive Americas Corp, qu'elle détient à 100%, afin de promouvoir son activité commerciale dans la zone Amériques (hors Brésil et Caraïbes).

Note 3. Règles et méthodes comptables

3.1. Référentiel comptable

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne au 31 décembre 2015. Les normes IFRS non adoptées par l'Union européenne étant sans impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe. Ils sont donc également conformes au référentiel IFRS.

Le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) comprend les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standards) ainsi que leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee)

Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016

- ◆ amendements à IAS 1 « Initiative concernant les informations à fournir » ;
- ◆ amendements à IAS 16 et IAS 38 « Clarification des méthodes de dépréciation et d'amortissement acceptables » ;
- ◆ amendements limités à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 « Entités d'investissement : exemption d'établissement des comptes consolidés » ;
- ◆ amendements à IFRS 11 « Acquisition d'une quote-part dans une activité conjointe » ;
- ◆ amendements à IAS 19 « Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel » ;
- ◆ améliorations annuelles des IFRS Cycle 2010-2012 ;
- ◆ améliorations annuelles des IFRS Cycle 2012-2014. Ces publications n'ont pas d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe.

Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018

- ◆ IFRS 9 « Instruments financiers » : Le 22 novembre 2016, l'Union européenne a adopté la norme IFRS 9 appelée à remplacer la norme IAS 39 sur les instruments financiers qui avait été publiée par l'IASB le 24 juillet 2014. La nouvelle norme entre en

vigueur le 1er janvier 2018 avec une application anticipée autorisée. Elle introduit les principaux changements suivants : - le classement et l'évaluation des actifs financiers reposent sur l'analyse conjointe du modèle de gestion et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers ; - le modèle de dépréciation retient les pertes attendues au lieu des pertes avérées ; - l'alignement plus important entre la comptabilité de couverture et la gestion des risques. L'application de la norme sur l'exercice 2016 n'aurait pas eu d'incidence significative sur les comptes consolidés.

◆ IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » : Le 22 septembre 2016, l'Union européenne a adopté la norme IFRS 15 sur la reconnaissance du chiffre d'affaires. L'entrée en vigueur de cette norme est fixée aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Une application anticipée est possible. Cette norme avait été publiée par l'IASB le 28 mai 2014, elle introduit un modèle unique de reconnaissance du chiffre d'affaires qui repose sur le transfert du contrôle du bien ou du service promis. Le Groupe doit appliquer la présente norme à tous les contrats conclus avec des clients, à l'exception des contrats de location entrant dans le champ d'application de la norme IAS 17.

Principales normes, amendements et interprétations publiés par l'international Accounting Standards Board (IASB) non encore adoptés par l'Union européenne

◆ IFRS 16 « Contrats de location » : Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 qui remplace la norme IAS 17 et les interprétations liées. Cette nouvelle norme qui entre en vigueur le 1er janvier 2019, avec une application anticipée autorisée, abandonne la distinction qui était précédemment faite entre les contrats de location-financement et les contrats de location simple. Elle aura pour effet de comptabiliser au bilan des locataires un droit d'utilisation de l'actif loué en contrepartie d'une dette de location et ce pour tous les contrats satisfaisant à la définition d'un contrat de location. Les enjeux de cette nouvelle norme ne sont pas significatifs au regard de la structure bilancielle du Groupe.

◆ amendements à IFRS 10 et à IAS 28 « Vente ou apport d'actifs entre le Groupe et les entités mises en équivalence » ;

◆ amendements à IFRS 15 « Clarification » ;

◆ amendements à IFRS 2 « Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions » . Les amendements ci-dessus ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les autres publications décrites ci-dessous adoptées par l'Union européenne et d'application obligatoire aux exercices ouverts après le 31 décembre 2016 ne devraient pas avoir d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe :

◆ amendements à IAS 12 « Impôts sur le résultat : Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes » ;

◆ amendements à IAS 7 « Etat des flux de trésorerie » : Initiative concernant les informations à fournir. Le Groupe n'a appliqué aucune norme ou interprétation par anticipation.

Note 4. Bases de préparation, d'évaluation, jugement et utilisation d'estimations

4.1. Base d'évaluation

Les comptes consolidés ont été établis selon la convention du coût historique à l'exception des immeubles de placement, des instruments financiers et des titres destinés à la vente qui sont évalués à leur juste valeur.

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'Euros.

4.2. Estimations et hypothèses

Pour préparer les informations financières conformément aux principes comptables généralement admis, la Direction du groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent, d'une part, les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif ainsi que les informations fournies sur les actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et, d'autre part, les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice.

La Direction revoit ses estimations et appréciations de manière régulière sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs. Des changements de faits et circonstances économiques et financières peuvent amener le groupe à revoir ses estimations.

Ainsi, les comptes consolidés de l'exercice ont été établis sur la base de paramètres financiers et de marchés disponibles à la date de clôture. En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les actifs incorporels, la valeur est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques à long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe en ce qui concerne les flux futurs de trésorerie.

Les principaux éléments qui requièrent des estimations établies à la date de clôture sur la base d'hypothèses d'évolution future et pour lesquels il existe un risque significatif de modification matérielle de leur valeur telle qu'enregistrée au bilan à la date de clôture concernent :

- la valorisation des goodwill,
- l'évaluation des provisions pour litiges,
- les impôts différés.

Le Groupe utilise notamment des hypothèses de taux d'actualisation, basées sur des données de marché, afin d'estimer ses actifs et passifs à long terme (écart d'acquisition notamment). Ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, les réalisations étant susceptibles de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.

4.3. Périmètre et méthodes de consolidation

Les comptes consolidés comprennent les états financiers de Travel Technology Interactive SA et de ses filiales au 31 décembre. Cet ensemble forme le Groupe Travel Technology Interactive.

Toutes les transactions significatives réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes sont éliminés.

Les comptes consolidés regroupent l'ensemble des entreprises sous contrôle majoritaire, contrôle conjoint ou influence notable.

Les filiales sur lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif ou majoritaire sont consolidées par intégration globale. Les filiales non significatives par rapport à l'ensemble consolidé ne sont pas intégrées dans le périmètre de consolidation.

La liste des sociétés consolidées figure au paragraphe 5.1. Le nombre de sociétés consolidées s'élève à 6 au 31 décembre 2016.

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation clôturent leur exercice social à une date identique à celle des comptes consolidés soit le 31 décembre.

4.4. Regroupement d'entreprises et acquisitions d'actifs (IFRS3 et IAS27)

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, les actifs identifiables et les passifs repris de l'entité acquise sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition et peuvent être ajustés au cours des 12 mois suivant cette date.

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition et la juste valeur des actifs identifiables et des passifs repris de l'entité acquise (actif net réévalué).

Dans le cas d'une acquisition donnant le contrôle avec existence d'intérêts minoritaires (acquisition inférieure à 100 %), le Groupe choisit soit de reconnaître un écart d'acquisition sur la totalité de l'actif net réévalué, y compris sur la quote-part revenant aux intérêts minoritaires (méthode de l'écart d'acquisition complet), soit de ne reconnaître un écart d'acquisition que sur la quote-part effectivement acquise de l'actif net réévalué (méthode de l'écart d'acquisition partiel).

Toute prise ou cession de participation ne modifiant pas le contrôle, réalisée après le regroupement d'entreprises, est considérée comme une transaction portant sur des capitaux propres et doit être comptabilisée selon IAS 27 amendée directement en capitaux propres.

Les transactions intervenant sous contrôle commun, c'est à dire les transactions par lesquelles plusieurs activités sont regroupées et la totalité des parties prenantes au regroupement est contrôlée in fine par une même partie ou par plusieurs parties, sont exclues du champ d'application de IFRS 3 révisée.

Lorsque le coût du regroupement d'entreprises est inférieur à la juste valeur des actifs et passifs, l'écart est immédiatement reconnu en compte de résultat.

Les coûts annexes directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en autres charges opérationnelles pour les périodes au cours desquelles les coûts sont engagés, à l'exception des coûts d'émission des titres d'emprunt ou de capitaux propres qui doivent être comptabilisés selon les normes IAS 32 et IAS 39.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Les Goodwills et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie font l'objet d'un test de perte de valeur, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 "Dépréciation des actifs", au moins une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur.

Les autres actifs immobilisés sont également soumis à un test de perte de valeur chaque fois que les événements, ou changements de circonstances indiquent que ces valeurs comptables pourraient ne pas être recouvrables.

Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de cession et sa valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est obtenue en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou groupe d'actifs) et de sa sortie in fine. Dans ce cadre, les immobilisations sont regroupées par Unités Génératrices de Trésorerie (UGT).

Une UGT est un ensemble homogène d'actifs (ou groupe d'actifs) dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs.

La juste valeur diminuée des coûts de cession correspond au montant qui pourrait être obtenu de la vente de l'actif (ou groupe d'actifs), dans des conditions de concurrence normale, diminué des coûts directement liés à la cession.

Lorsque les tests effectués mettent en évidence une perte de valeur, celle-ci est comptabilisée afin que la valeur nette comptable de ces actifs n'excède pas leur valeur recouvrable.

4.5. Immobilisations incorporelles

Les logiciels et droits d'usage acquis en pleine propriété ainsi que les logiciels et solutions développés en interne et dont l'influence sur les résultats futurs revête un caractère bénéfique, durable et mesurable, sont immobilisés et font l'objet d'un amortissement sur une durée allant de 3 à 5 ans.

Les coûts capitalisés des logiciels et solutions développés en interne sont ceux directement associés à leur production, c'est-à-dire les charges liées aux coûts salariaux des personnels ayant développé ces logiciels.

4.6. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles correspondent principalement aux installations générales, matériels, outillages, agencements, terrains et autres. Ce poste comprend également l'ensemble des actifs corporels nécessaires à l'exploitation de ces plateformes commerciales.

Conformément à la norme IAS 16, elles sont évaluées au coût d'acquisition et amorties sur leur durée d'utilité estimée à l'acquisition et revue chaque année. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation. Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

Les dépenses relatives au remplacement ou renouvellement d'une composante d'immobilisations corporelles sont comptabilisées comme un actif distinct et, l'actif remplacé est éliminé.

Les coûts d'entretien et de réparations sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les autres dépenses ultérieures relatives à une immobilisation corporelle sont comptabilisées à l'actif lorsqu'elles augmentent les avantages économiques futurs de l'actif au-dessus de son niveau de performance défini à l'origine.

La durée d'amortissement des différentes catégories d'immobilisations est fondée sur leurs durées d'utilité estimées, dont les principales sont les suivantes :

Rubriques de l'actif	Durée
Installations techniques, matériels et outillages	2 à 7 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans
Plateformes commerciales	3 à 5 ans
Mobilier & Matériel de bureau et informatique	2 à 7 ans
Agencements et installations	8 à 10 ans

Les valeurs résiduelles, si elles existent, sont revues chaque année.

La valeur nette comptable d'un actif est immédiatement dépréciée pour le ramener à sa valeur recouvrable lorsque la valeur nette comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable estimée.

4.7. Actifs financiers (IAS 39)

Les actifs financiers comprennent les actifs disponibles à la vente, les actifs détenus jusqu'à leur échéance.

Les actifs disponibles à la vente qui comprennent notamment des participations dans des sociétés, sont évalués à la juste valeur en contrepartie des capitaux propres. Si la baisse de juste valeur est considérée comme prolongée ou importante, il s'agit d'une dépréciation enregistrée par le compte de résultat. La reprise sur provision est comptabilisée par capitaux propres.

Les actifs détenus à des fins de transactions (placement de trésorerie) sont évalués en juste valeur par résultat.

Les placements de trésorerie sont enregistrés par le résultat.

4.8. Biens financés par contrats de location (IAS 17)

Il s'agit des biens financés par un contrat de location-financement pour lesquels le groupe supporte la quasi-totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété des biens.

La qualification d'un contrat s'apprécie en application de la norme IAS 17.

La valeur des biens ainsi financés figure à l'actif du bilan consolidé. Les dettes correspondantes sont inscrites en dettes financières au passif du bilan consolidé.

Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre les charges financières et l'amortissement du solde de la dette.

La charge financière est répartie sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir le taux d'intérêt effectif.

L'activation de contrats de location-financement conduit à la constatation d'impôts différés le cas échéant.

Les contrats de location qui ne confèrent pas au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en location simple. Les paiements effectués au titre des contrats sont comptabilisés en charges opérationnelles courantes de façon linéaire sur la durée des contrats.

Les plus-values générées par les cessions réalisées dans le cadre d'opération de cessions bail sont constatées intégralement en résultat au moment de la cession lorsque le bail est qualifié de location simple et dans la mesure où l'opération a été effectuée à la juste valeur.

4.9. Passifs financiers (IAS 39)

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires. Tous les emprunts ou dettes portant intérêts sont initialement enregistrés à la juste valeur du montant reçu, moins les coûts de transaction directement attribuables.

Postérieurement à la comptabilisation initiale, les prêts et emprunts portant intérêts sont évalués au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

4.10. Instruments dérivés

Pour ses instruments dérivés, la société a décidé de ne pas opter pour la comptabilité de couverture et par conséquent enregistre leur variation de juste valeur par le résultat.

Les emprunts sont classés en passifs non courants pour la fraction à plus d'un an. La fraction à moins d'un an des emprunts et des dettes financières est présentée en passif courant.

4.11. Créances

Les créances clients entrent dans la catégorie des actifs financiers émis par l'entreprise selon IAS 39. Elles sont évaluées à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale. Compte tenu des échéances de paiement généralement à moins de trois mois, la juste valeur des créances est assimilée à la valeur nominale.

Les créances sont ensuite comptabilisées au coût amorti et peuvent faire l'objet d'une dépréciation lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable.

4.12. Trésorerie et équivalents de trésorerie :

La trésorerie et équivalents comprend les liquidités et les placements à court terme ayant une échéance de moins de 3 mois à compter de la date d'acquisition et dont les sous-jacents ne présentent pas de risques de fluctuations significatifs.

La valorisation des placements à court terme est effectuée à la valeur de marché à chaque clôture. Les gains et pertes latents sont comptabilisés en résultat s'ils sont significatifs.

Les découverts bancaires remboursables à vue, qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du Groupe, constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau de flux de trésorerie.

4.13. Titres Travel Technology Interactive auto détenus

A compter du 1er avril 2004, date de première application de IAS 32, les titres d'auto-contrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession sont imputés dans les capitaux propres et ne sont pas inclus dans le résultat de l'exercice.

4.14. Paiements fondés sur des actions

Des plans de souscription d'actions sont attribués par le Groupe et dénoués en actions. Conformément à la norme IFRS2 – paiements fondés sur des actions, la juste valeur de ces plans, correspondant à la juste valeur des services rendus par les détenteurs d'options, est évaluée de façon définitive à la date d'attribution.

Pendant la période d'acquisition des droits, la juste valeur des options ainsi déterminée est amortie proportionnellement à l'acquisition des droits. Cette charge est inscrite en charge de personnel par contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. Lors de l'exercice de l'option, le prix d'exercice reçu est enregistré en trésorerie par contrepartie des capitaux propres.

4.15. Avantages du personnel

Les avantages au personnel sont comptabilisés selon la norme IAS 19. Les obligations du Groupe en matière de pension, complément de retraite et indemnités de départ à la retraite, sont celles qui sont imposées par les textes légaux applicables dans les pays dans lesquels le Groupe est installé. La couverture des obligations en matière de pension et complément de retraite est complètement assurée par des versements à des organismes qui libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure ; l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. Il s'agit notamment des régimes de retraites publics français.

Les indemnités de départ à la retraite sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. Ces indemnités relèvent du régime des prestations définies. De ce fait, la méthode utilisée pour évaluer le montant de l'engagement du Groupe au regard des indemnités de fin de carrière est la méthode rétrospective des unités de crédit projetées.

Elle représente la valeur actuelle probable des droits acquis, évaluée en tenant compte des augmentations de salaires jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de départ et de survie.

Compte tenu de l'ancienneté des salariés et de la structure, il n'a pas été constaté de passif lié aux indemnités de départ à la retraite.

4.16. Provisions et passifs éventuels

Conformément à la norme IAS 37, une provision est constituée dès lors qu'une obligation à l'égard d'un tiers provoquera de manière certaine ou probable une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente. La provision est maintenue tant que l'échéance et le montant de la sortie ne sont pas fixés avec précision. Le montant de la provision est la meilleure estimation possible de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation.

En matière de litiges salariaux, les provisions correspondent à la valeur estimée de la charge probable que les entreprises concernées auront à décaisser pour des litiges faisant l'objet de procédures judiciaires. En matière de litiges commerciaux, les provisions correspondent aux coûts estimés de ces litiges pour lesquels les sociétés concernées ne peuvent pas espérer la moindre contrepartie.

Les provisions pour risques entrant dans le cycle d'exploitation normal de l'activité et la part à moins d'un an des autres provisions pour risques sont classées en passif courant. Les provisions ne répondant pas à ces critères sont classées en tant que passifs non courants.

4.17. Impôts

L'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés en capitaux propres.

Conformément à la norme IAS 12, les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable à concurrence des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur base comptable dans les états financiers consolidés. Aucun impôt différé n'est comptabilisé s'il naît de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif lié à une transaction, autre qu'un regroupement d'entreprises, qui au moment de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable, ni le résultat fiscal.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôt.

Les actifs d'impôts différés sont réappréciés à chaque date de clôture et sont reconnus dans la mesure où il devient probable qu'un bénéfice futur imposable permettra de les recouvrer.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués au taux d'impôt adopté ou quasi adopté à la date de chaque clôture et dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé pour chaque réglementation fiscale. Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres et non dans le compte de résultat.

Les impôts différés actifs ne sont reconnus que dans la mesure où la réalisation d'un bénéfice imposable futur, qui permettra d'imputer les différences temporelles, est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale et un même taux.

4.18. Reconnaissance des produits

En application de l'IAS 18, le chiffre d'affaires du Groupe correspond au montant des prestations de service liées aux activités ordinaires des sociétés consolidées.

4.19. Coût des emprunts ou des dettes portant intérêts.

Conformément à la norme IAS 39, le taux d'intérêt a été recalculé en utilisant le taux d'intérêt effectif.

Selon la norme IAS 23, le traitement comptable de référence des frais financiers est la comptabilisation en charges. Le Groupe TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE applique cette méthode de référence.

4.20. Tableau des flux de trésorerie

Le tableau est présenté selon la méthode indirecte conformément à la norme IAS 7. La charge d'impôt est présentée globalement dans les flux opérationnels.

Les intérêts financiers versés sont portés en flux de financement. Les intérêts perçus figurent dans le flux d'investissement.

Les dividendes versés sont classés en flux de financement.

4.21. Information sectorielle (IFRS 8)

La norme IAS 14 impose la présentation d'une information sectorielle selon deux niveaux dits primaires et secondaires. Le niveau secondaire doit être présenté dès lors qu'il représente plus de 10% du résultat, du chiffre d'affaires ou du total du bilan. Les secteurs sont identifiés à partir d'une analyse des risques et de la rentabilité pour constituer des secteurs homogènes.

Un secteur d'activité est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits et de services dans un environnement économique particulier et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différente des risques et de la rentabilité des autres environnements économiques dans lesquels le Groupe opère. Il constitue le niveau d'information sectoriel.

Dans le cadre du Groupe TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE, les zones géographiques représentent ses niveaux d'information sectoriels.

En l'occurrence, les cinq zones géographiques où sont implantées les entités du Groupe TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE sont les suivantes :

- France/Europe-Afrique-Moyen Orient,
- Brésil,
- Caraïbes,
- Amériques (hors Caraïbes et Brésil),
- Asie-Pacifique.

4.22. Résultat par action

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à des fins d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante, qu'ils soient émis par celle-ci ou par une de ses filiales. La dilution est déterminée instrument par instrument, compte tenu des conditions existantes à la date de clôture.

4.23. Méthode de conversion

Les états financiers des entités étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro sont convertis en euros de la façon suivante :

- les bilans des sociétés étrangères sont convertis en euros au taux de change à la date de clôture ;
- les comptes de résultat et les flux de trésorerie de ces mêmes sociétés sont convertis au taux de change moyen de la période ;
- les écarts résultant de la conversion des états financiers des sociétés étrangères sont portés en capitaux propres sur la ligne « Différences de conversion » ;
- les écarts de conversion figurant dans les résultats des sociétés sont maintenus dans le résultat consolidé.

	Taux clôture	Taux moyen	Taux ouverture
Real brésilien	3,4305	3,8561	4,3117
Dollar US	1,0541	1,1069	1,0887

Note 5. Périmètre de consolidation

5.1. Liste des sociétés consolidées

Toutes les sociétés sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale

Sociétés	% contrôle		% Intérêt	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Travel Technology Interactive SA	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Travel Technology Interactive France SAS	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Travel Technology Interactive Caraïbes SAS	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Travel Technology Interactive Do Brasil Ltda	99,9%	99,9%	99,9%	99,9%
Travel Technology Interactive Asia Pte Ltd	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Travel Technology Interactive Americas Corp	100,0%		100,0%	

5.2. Variation de périmètre

La société a ouvert une filiale en Amérique Centrale (Panama) afin de promouvoir et centraliser son activité sur cette zone géographique.

Note 6. Notes relatives au bilan et au compte de résultat

6.1. Immobilisations incorporelles

6.1.1. Ecarts d'acquisition

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Valeur nette à l'ouverture	4 140	4 140
Acquisitions de l'exercice	0	0
Reclassement	0	0
Dépréciation	0	0
Valeur nette à la fin de la période	4 140	4 140

Les écarts d'acquisition se répartissent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2016
TTI Do Brasil	3 954	3 954
TTI Caraïbes	186	186
Total	4 140	4 140

6.1.2. Autres immobilisations incorporelles :

Valeurs nettes En milliers d'euros	Frais de développement	Fond commercial	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
Solde au 31 décembre 2014	129	1 295	360	1 784
Acquisitions	6		120	126
Cessions/ Transfert				
Reclassement				
Dotation aux amortissements / dépréciation	-37		-222	-259
Solde au 31 décembre 2015	98	1 295	258	1 651
Acquisitions	3		222	225
Cessions/ Transfert				
Reclassement				
Dotation aux amortissements / dépréciation	-32		-120	-152
Solde au 31 décembre 2016	68	1 295	360	1 723

6.2. Immobilisations corporelles :

En milliers d'euros	Autres immobilisations corporelles
Valeur nette au 31 décembre 2014	257
Acquisitions	
Cessions / mise rebut	
Reclassement	
Amortissements	-99
Valeur nette au 31 décembre 2015	158
Acquisitions	
Cessions / mise rebut	
Reclassement	
Amortissements	-48
Valeur nette au 31 décembre 2016	110

6.2.1. Test de dépréciation des actifs non financiers :

Les principes de dépréciation des actifs non financiers sont détaillés dans la note 4.4.

6.2.2. Hypothèses retenues pour les tests de dépréciation des actifs non financiers :

Les taux de croissance perpétuelle et d'actualisation appliqués aux flux de trésorerie attendus dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par le Groupe sont les suivants :

	Actualisation		Croissance perpétuelle	
	déc-16	déc-15	déc-16	déc-15
Taux utilisé	9,0%	9,0%	1,0%	1,0%

Le taux d'actualisation utilisé dans la méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs est le coût moyen pondéré du capital (ou *Wacc*) du groupe TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE. Il est calculé sur la base du coût des fonds propres, du coût de la dette après IS et du ratio d'endettement cible. Il est applicable dans toutes les zones géographiques.

Il a été retenu un ratio d'endettement cible (valeur de la dette / valeur des fonds propres + valeur de la dette) de 30% qui est cohérent avec celui observé sur les groupes de distribution spécialisée.

Calcul WACC

Taux sans risque	1,63%
Prime de risque	6,41%
Beta du secteur des SSII	0,89
Coût des fonds propres	7,33%
Coût de la dette	3,00%
Coûts de la dette avant impôt	2,97%
Ratio (Vd/Vfp+Vd) cible	30,00%
Prime de risque spécifique	2,97%
WACC	9,00%

Sensibilité aux hypothèses clés :

- Une variation de +1 point du WACC aurait pour conséquence la constatation d'une provision complémentaire pour dépréciation des écarts d'acquisition de 0.4 M€.
- Une variation de -1% du résultat d'exploitation déterminée pour la valeur terminale n'aurait pas pour effet l'enregistrement d'une provision pour dépréciation.

6.3. Autres actifs financiers non courants :

En milliers d'euros	Titres de participation non consolidés	Créances / participations	Dépôts et cautionnements	Autres titres immob.	Total
Valeur nette au 31 décembre 2014	-	-	96	-	96
Provision					-
Augmentation					-
Diminution					-
Valeur nette au 31 décembre 2015	-	-	96	-	96
Provision					-
Augmentation			4		4
Diminution			- 9		- 9
Valeur nette au 31 décembre 2016	-	-	91	-	91

6.4. Créances

En milliers d'euros	Valeur brute au 31/12/2016	Provisions au 31/12/2016	Valeur nette au 31/12/2016	Valeur nette au 31/12/2015
Clients et comptes rattachés	1 627	394	1 233	833
Créances sociales et fiscales	337		337	245
Autres créances	623		623	557
Charges constatées d'avance	1		1	6
Total des autres Créances d'exploitation	961	-	961	807
Créances d'exploitation	2 588	394	2 194	1 640

En milliers d'euros	31/12/2015	Dotation	Reprise	31/12/2016
Provision clients	564	171	- 341	394

6.5. Impôts différés :

- Solde net des impôts différés :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Solde net d'impôt différé	111	136

Impact réserves

Impact résultat - 25 2

- Décomposition des mouvements relatifs aux actifs d'impôts différés :

En milliers d'euros	Solde 31 décembre 2015	Variation de périmètre	Mouvement net		Solde 31 décembre 2016
			débit	crédit	
Dérogatoire	-24				-24
Diff temporaire	10				10
Cession interne	93		2		95
Déficit reportable activé	56			27	29
Impôt différé (actif non courant)	136	0	2	27	111
			-25		

6.6. Capitaux propres :

6.6.1. Capital

	31/12/2015	Augmentation	Diminution	31/12/2016
Nb d'actions	4 865 461			4 865 461
Valeur nominale	0,93		0,65	0,28
Capital social	4 524 878	-	-	1 362 329

Dans le cadre de l'émission des emprunts obligataires réalisés au cours de l'exercice 2016, les obligations en circulation à la clôture se répartissent comme suit :

En milliers d'euros	OCABSA 2014	OCABSA 2014-1	OCABSA 2015-1	OCABSA 2016-1	TOTAL
Date d'émission	02/07/2014	29/12/2014	06/03/2015	28/06/2016	
Nombre d'obligations	500 000	350 000	250 000	1 125 000	2 225 000
Valeur de l'obligations	1	1	1	1	1
Valeur des obligations	500 000	350 000	250 000	1 125 000	2 225 000
Durée de validité	4 ans	4 ans	4 ans	4 ans	

6.6.2. Réserves :

Au 31 décembre 2016, les réserves sont constituées de la réserve légale, de réserves réglementées, des résultats des exercices antérieurs.

6.6.3. Dividendes :

Aucune distribution de dividende n'est intervenue au cours de l'exercice.

6.7. Provisions courantes et non courantes :

En milliers d'euros	Provisions courantes	Provisions non courantes	Provisions totales
Provisions au 31 décembre 2014	656	-	656
Dotations			-
Provisions utilisées	- 394		- 394
Provisions non utilisées	- 115		- 115
Provisions au 31 décembre 2015	146	-	146
Dotations	99		99
Provisions utilisées			-
Provisions non utilisées	- 108		- 108
Provisions au 31 décembre 2016	138	-	138

Provision pour risques

Provision pour litige

Autres provisions

138

6.8. Dettes financières :

En milliers d'euros	Échéances					Endettement au 31/12/2015
	Total 31/12/2016	Courant (moins d'un an)	Non courant	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Avances conditionnées		-				
Dettes financières à long terme	3 091	432	2 659	2 659		2 206
Dettes financières à long terme	3 091	432	2 659	2 659	-	2 206
Compte courant	34		34			35
Dettes diverses (Dépôts reçus)	121		121			121
Autres dettes financières	155	-	155	-	-	156
Emprunts et dettes financières	3 246	432	2 814	2 659	-	2 362
(*) Dont crédit bail						

Tableau de variation des dettes financières :

	Capital restant dû	Emission d'emprunts 2016	Autres variations	Rembts emprunts	Capital restant dû au 31/12/2016
	01/01/2016				
Emprunts auprès des ets de crédit	1 105			240	865
Emprunts obligataires	1 100	1 125			2 225
Sous total dettes financières (a)	2 205	1 125		240	3 090
Compte courant	35		-1		34
Dettes diverses (Dépôts reçus)	121				121
Découverts bancaires					
Sous total autres dettes courantes (b)	156		-1		155
Total (a+b)	2 361	1 125	-1	240	3 245

Tableau de variations des emprunts :

En milliers d'euros	Emprunts à taux fixe	Emprunts à taux variable	Total 2016	Rappel 2015
Emprunts bancaires	3 090		3 090	2 205
Total	3 090		3 090	2 205

6.9. Revenus d'activité :

L'évolution des revenus de l'activité (en K€) par zone géographique est donnée ci-après :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015	Variation
France	1 651	1 392	259
Caraïbes	400	618	-218
Brésil	2 231	2 351	-120
Amériques	170		170
Asie-Pacifique	569	349	220
Total Revenus d'activité	5 021	4 711	310

6.10. Autres produits et charges opérationnels :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Produits de cession d'immobilisations corp et incorp VNC des immobilisations corp et incorp Reprise de provisions sur éléments d'actifs cédés	-	-
Plus-value de cession	-	-
Autres produits opérationnels	97	941
Autres charges opérationnelles	357	1 108
Société dont activité arrêtée		
Autres produits et charges opérationnels	- 260	- 168
Total	- 260	- 168

Les autres produits et charges opérationnels se décomposent de la manière suivante:

	31/12/2016	31/12/2015
Dotation exceptionnelle net de reprise	- 76	
Perte sur créances irrécouvrable	- 91	
Régularisation des comptes de tiers	64	
Frais de restructuration et licenciement	- 145	- 168
Autres	- 12	1

6.11. Charges de personnel :

Les frais de personnel se décomposent ainsi :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Salaires	2 050	2 158
Charges sociales	817	806
Total charges de personnel	2 867	2 964
Taux de charges sociales	39,9%	37,3%

6.12. Coût de l'endettement financier :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts et charges assimilées (brut)	72	77
	72	77

6.13. Impôts sur les bénéfices et différés :

➤ Décomposition de la charge d'impôt :

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Impôts exigibles	-304	-327
Crédit d'impôt recherche	245	230
Impôts différés	-25	-2
Charges d'impôts globale	-84	-99
Résultat net de l'ensemble	50	-551
Taux d'impôts effectif moyen	NA	NA

Le taux d'impôt effectif moyen s'obtient de la manière suivante:

➤ Rationalisation de la charge d'impôt :

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Résultat net après impôts	50	- 551
Charges (produits) d'impôts des activités poursuivies	84	- 99
Résultat taxable	134	- 650
Taux d'impôts courant en France	33,33%	33,33%
Charge d'impôt théorique	45	- 217
Différences permanentes		
Résultat non fiscalisé	284	347
Différence de taux		
Crédit d'impôts	- 245	- 230
Charges (produits) d'impôt comptabilisé	84	- 99

Le calcul de l'impôt de la période est le résultat du taux effectif annuel d'impôt connu à la date de clôture de l'année appliqué au résultat de la période comptable avant impôt.

6.14. Note annexe au Tableau de Flux de Trésorerie nette consolidé du Groupe Travel Technology Interactive :

6.14.1. Calcul de la trésorerie (en K€)

	31/12/2016	31/12/2015	Variation
Disponibilités	192	82	110
Valeurs mobilières de placement	583	157	426
Trésorerie et équivalent de trésorerie	775	239	536
Découvert bancaire	-	-	-
Trésorerie nette	775	239	536

6.14.2. Flux de trésorerie provenant de l'exploitation

	31/12/2016	31/12/2015	Variation
Créances d'exploitation nettes	1 233	833	
Autres	960	808	
Actifs courants liés à l'exploitation	2 193	1 641	553
Fournisseurs	313	410	
Dettes fiscales et sociales	709	648	
Autres	158	71	
Autres passifs courants	1 180	1 128	52
Besoin en fonds de roulement			501

6.15. Résultat par action :

Résultat de base	31/12/2016	31/12/2015
Résultat net revenant aux actionnaires de la société (en K€)	50	-551
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	4 865 461	4 865 461
Actions auto détenues		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation après neutralisation des actions auto-détenues	4 865 461	4 865 461
Résultat net par action (euro)	0,01	-0,11

Résultat dilué par action (euro)	0,01	-0,11
---	-------------	--------------

Aucun instrument dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

6.16. Effectifs :

	31/12/2016	31/12/2015
Non cadre	13	13
Cadre	19	19
Effectif France	32	32
Effectif filiales étrangères	35	45
Total effectif Groupe	67	77

Les effectifs présentés ci-dessus correspondent aux effectifs présents à la clôture de l'exercice.

6.17. Informations sectorielles :

➤ Répartition par zone géographique au 31 décembre 2016

Compte de résultat	France	Ameriques	Caraibes	Asie- Pacifique	Bresil	Cumul
Chiffres d'affaires Nets	1 651	170	400	569	2 231	5 021
Résultat opérationnel courant	-452	167	16	162	570	464
Autres produits et charges opérationnels	-295	34			1	-260
Résultat net	-591	157	73	146	264	50

Bilan	France	Ameriques	Caraibes	Asie- Pacifique	Bresil	Cumul
Actif non courant	2 004		251		3 921	6 175
Actif courant	1 650	148	281	185	706	2 970
Total des actifs consolidés	3 654	148	531	185	4 798	9 145
Passif non courant	2 814					2 814
Passif courant	1 474	12	74	47	143	1 750

Actif non courant	2 004		251		3 921	6 175
Actif courant	1 650	148	281	185	706	2 970
Total des actifs consolidés	3 654	148	531	185	4 798	9 145
Passif non courant	2 814					2 814
Passif courant	1 474	12	74	47	143	1 750

➤ Répartition par zone géographique au 31 décembre 2015

Compte de résultat	France	Caraïbes	Asie- Pacifique	Bresil	Cumul
Chiffres d'affaires Nets	1 392	618	349	2 351	4 711
Résultat opérationnel courant	-1 053	236	-36	384	-469
Autres produits et charges opérationnels	-15	2		-155	-168
Résultat net	-922	260	-15	126	-551

Bilan	France	Caraïbes	Asie- Pacifique	Bresil	Cumul
-------	--------	----------	--------------------	--------	-------

Actif non courant	2 022	251		3 908	6 181
Actif courant	858	192	107	723	1 881
Total des actifs consolidés	2 880	443	107	4 611	8 061
Passif non courant	1 860				1 860
Passif courant	1 490	105	70	112	1 777

➤ Engagements hors bilans :

(en milliers d'euros)	31/12/16	31/12/15
Engagements donnés		
Engagement vis-à-vis de la banque HSBC (nantissement du fonds de commerce)		1 800
Total	-	1 800
Engagements reçus		
Néant		
Total		

6.18. Parties liées

6.18.1. Rémunération des dirigeants.

Les mandataires sociaux du Groupe ont perçu 347 K€ (salaires bruts cumulés et prestations de services) au cours de la période.

6.18.2. Honoraires perçus par les Commissaires aux comptes

	2016	2015
<i>En milliers d'Euros</i>		
Commissariat aux comptes (comptes annuels et consolidés)	35	35
Missions accessoires		
Sous-total	35	35
Autres prestations le cas échéant		
Sous-total	0	0
TOTAL	35	35

6.19. Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Aucun évènement n'est survenu depuis la clôture.